



## **GHT SOMME LITTORAL SUD**

### **DIRECTION DES ACHATS**

#### **Service juridique et référentiels**

## **MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

Le Pouvoir Adjudicateur :  
GHT SOMME LITTORAL SUD  
CHU AMIENS PICARDIE Hôpital Nord  
Place Victor Pauchet  
80054 Amiens Cedex 1

Etabli selon l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative  
du Code de la commande publique et le Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018  
portant partie réglementaire du Code de la commande publique,  
relatif à :

**Affaire n°23TE0181 - FOURNITURE ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE  
ET DE GAZ NATUREL ET SERVICES ASSOCIES**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Système d'Acquisition Dynamique : articles R2162-37 à 2162-51

Marché spécifique : articles R2162-49 à R2162-51 du Code de la commande publique.

Date et heure de fin du SAD : 10/09/2027 à 12h00

Affaire n°23TE0181	FOURNITURE ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL	Page 1 / 27
-----------------------	---	-------------

## SOMMAIRE

DEFINITIONS .....	4
PREAMBULE - CONTEXTE.....	6
ARTICLE 1. OBJET DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE ET DES MARCHES SPECIFIQUES ....	6
ARTICLE 2 – DUREE DU SAD .....	8
ARTICLE 3 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION DU SAD .....	8
ARTICLE 4. PERIMETRE DU SAD ET DES MARCHES SPECIFIQUES .....	8
ARTICLE 5. FORME & CARACTERISTIQUES DU MARCHE SPECIFIQUE.....	9
ARTICLE 6. DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES .....	9
ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE.....	9
ARTICLE 8. ATTRIBUTION DES MARCHES SPECIFIQUES .....	9
8.1 - Organisation de la consultation des marches spécifiques .....	9
8.1.1. Invitation à soumissionner.....	9
8.1.2. Documents remis aux candidats aux marchés spécifiques .....	9
8.1.3. Délai de réponse .....	10
8.1.4. Modalité de remise des offres.....	10
8.2. Document à produire au titre de l'offre .....	10
8.3. Critères de sélection des offres .....	10
8.4. Délais de validité des offres financières .....	10
ARTICLE 9. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE SPECIFIQUE .....	11
ARTICLE 9. PRIX DU MARCHE SPECIFIQUE.....	11
9.1. Composition des prix .....	11
9.2. Certificats d'économie d'énergie .....	13
9.3. Structure tarifaire.....	13
9.4. Arenh.....	13
9.5. Modification du tarif de distribution .....	13
ARTICLE 10. MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON .....	14
10.1. Modalités d'exécution .....	14
10.2. VOLUME .....	14
ARTICLE 11. MODALITES DE REGLEMENT .....	14
11.1. Outils et fonctionnalités de facturation.....	14
11.2 Facturation et présentation des demandes de paiement .....	15
11.3. Acceptation de la facture par le Bénéficiaire.....	15
11.4. Paiements .....	16
11.5. Répartition des paiements .....	17
11.6. Délais de paiement .....	17
11.7. Intérêts moratoires .....	17
ARTICLE 12. SUIVI D'EXECUTION ET PLAN DE PROGRES.....	17
12.1. Fourniture de fichiers de reporting par le Titulaire .....	17
ARTICLE 13. PENALITES ET MESURES CONSERVATOIRES .....	18

13.1. Pénalités recouvrées par les membres du GHT .....	18
13.2. Dispositions communes .....	19
ARTICLE 14. PIECES FISCALES ET SOCIALES/LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE .....	19
ARTICLE 15 - EXCLUSION DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE .....	19
15.1. Motifs d'exclusion.....	19
15.2. Conséquences de l'exclusion.....	19
ARTICLE 16 - MISE A JOUR DES DOSSIERS DE CANDIDATURES .....	19
ARTICLE 17 - FERMETURE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE .....	20
ARTICLE 18. RESILIATION DU MARCHE .....	20
18.1. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	20
18.2. Résiliation pour faute du Titulaire .....	20
18.3. Exécution aux frais et risques du Titulaire .....	20
ARTICLE 19. CLAUSE DE REEXAMEN.....	21
19.1. Changement de dénomination sociale du Titulaire.....	21
19.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent marché .....	21
19.3. Modifications portant sur la situation juridique ou économique du Titulaire.....	21
19.4. Évolution de la législation : .....	21
ARTICLE 20. REGLEMENT DES LITIGES.....	21
20.1. Règlement amiable des différends .....	21
20.2. Tribunal compétent .....	22
ARTICLE 21. TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES..	22
ARTICLE 22. INTERRUPTION OU REDUCTION DE LA FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE.....	23
22.1. Sécurité du Réseau.....	23
22.2. Maintenance, essais et extensions de réseau .....	23
ARTICLE 23. DISPOSITIONS TECHNIQUES.....	23
23.1. CATEGORIE A : TYPE DE MISSION, FOURNITURE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE ET RESPONSABLE D'ÉQUILIBRE.....	23
23.2. CATEGORIE B : TYPE DE MISSION, FOURNITURE DE GAZ NATUREL .....	24
23.3. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE ET GESTION DES DEMANDES PROVENANT DES .....	24
BENEFICIAIRES .....	24
23.3.1. Réunion de lancement et de suivi.....	24
23.3.2. Délai de Prise en compte des demandes.....	24
23.3.3. Emission de facture.....	24
23.3.4. COMPTAGE ET GESTION DU CONTRAT DE FOURNITURE .....	25
23.3.5. TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ.....	25
23.3.6. OUTIL DE SUIVI DES CONSOMMATIONS.....	25
ARTICLE 24. REDRESSEMENT / LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	25
ARTICLE 24. ASSURANCES .....	25
ARTICLE 25. FORCE MAJEURE .....	26
ARTICLE 26 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	26

## DEFINITIONS

Les termes et expressions employés avec une majuscule dans les présentes ont la définition suivante :

« **Code** » : désigne le Code de la Commande Publique

« **Système d'acquisition dynamique** » : processus entièrement électronique par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés spécifiques à l'un des opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

« **Titulaire** » : désigne le candidat admis au sein du système d'acquisition dynamique qui, au terme de la procédure, est devenu l'attributaire du présent marché spécifique.

« **Pouvoir adjudicateur** » : désigne le GHT SOMME LITTORAL SUD pour lequel le CHU AMIENS PICARDIE est l'établissement support (cf préambule - contexte ci-dessous)

« **Bénéficiaires** » : désigne les établissements publics hospitaliers membres du GHT, dont le CHU AMIENS PICARDIE fait également partie, qui seront alimentés en électricité et/ou gaz dans le cadre des marchés spécifiques.

« **Marché spécifique** » : désigne le marché conclu à l'issue de la mise en concurrence dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique.

« **Gestionnaire du réseau de Transport ou RTE (Réseau de Transport d'électricité)** » : société en charge de la gestion du Réseau Public de Transport d'électricité tel que défini par le décret n°2005-172 du 22 février 2005

« **Contrat d'Accès CARD** » : désigne le Contrat d'accès au Réseau Public de Distribution d'Électricité, conclu entre le Site (compteur) et le Gestionnaire du Réseau de Distribution pour l'alimentation d'un point de livraison rattaché à un Site.

« **Contrat Unique (CU)** » : désigne le contrat regroupant fourniture et accès / utilisation des réseaux, passé entre le site et un fournisseur relatif à un ou des points de livraison.

« **Site** » : établissement identifié par son numéro d'identité au répertoire national des entreprises et établissements (numéro SIRET), et disposant d'au moins un compteur électrique identifié par sa RAE pour l'approvisionnement en électricité

« **ARENH** » : désigne l'Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique, tel que défini dans l'article 4-1 de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 créé par la loi NOME no 2010-1488 du 7 décembre 2010.

« **Contribution au service public de l'électricité (CSPE)** » : désigne la contribution instituée par la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003.

« **Contribution tarifaire d'acheminement (CTA)** » : désigne la contribution instituée par l'article 18 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004.

« **GRD** » : Gestionnaires de réseaux de distribution

« **Périmètre d'équilibre** » : désigne l'ensemble des points d'injection, des points de soutirage, des contrats d'importation et d'exportation rattachés au Responsable d'équilibre.

« **Point de livraison** » : désigne pour chaque Site, le(s) point(s) où s'opère la livraison de l'énergie électrique active ainsi que le transfert de propriété et des risques. Il(s) est/sont en général situé(s) à la limite de propriété du réseau électrique entre le Site et le Gestionnaire du Réseau de Transport ou de Distribution.

« **RAE** » : Référence Acheminement Electricité, référence attribuée par le gestionnaire de réseau à chaque point de livraison afin de l'identifier de manière unique (anciennement PDL).



« **PCE** » : Point de Comptage et d'estimation, référence attribuée par le gestionnaire de réseau de gaz naturel pour chaque point de livraison afin de l'identifier de manière unique.

« **Responsable d'équilibre ou d'équilibrage** » : désigne la personne qui est responsable financièrement vis-à-vis du Gestionnaire du Réseau de Transport de l'Écart calculé a posteriori sur son Périmètre d'équilibre ou d'équilibrage.

« **Segment de Distribution Enedis et GRDF** » : Définit la typologie de raccordement au réseau de distribution d'électricité et de gaz naturel. Les définitions sont disponibles dans les contrats GRD-F des distributeurs.

« **TICGN** » : Taxe Intérieure sur la consommation de Gaz Naturel

« **Programme de Fourniture d'Energie** » : ensemble des données techniques relatives à la consommation des sites inclus dans un Marché Spécifique.

## PREAMBULE - CONTEXTE

Le GHT Somme Littoral Sud, en l'espèce le pouvoir adjudicateur, a été constitué le 29 juin 2016. Sa composition a été approuvée par l'arrêté DOSSDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016.

La convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°201656 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016.

Ces deux arrêtés ont régulièrement été publiés au Recueil des actes administratifs de la Région Hauts de France.

**Conformément à l'article L.6132-3 du Code de la Santé Publique, le CHU Amiens Picardie a été désigné comme établissement support par la convention constitutive. Dès lors, il est notamment chargé d'assurer la fonction Achats pour le compte des établissements parties du groupement hospitalier de territoire Somme Littoral Sud.**

**A ce titre, le CHU Amiens Picardie est seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble des marchés du GHT Somme Littoral Sud.**

Conformément à la convention constitutive du GHT, le nombre de membres du GHT pourra évoluer dans le temps.

### **Compétences du CHU AMIENS PICARDIE, établissement support, et des établissements parties**

Conformément aux dispositions législatives (L. 6132 -1 à L. 6132-16 du Code de la Santé Publique (CSP)) issues de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 dite de modernisation de notre système de santé et des dispositions réglementaires (R. 6132-1 à R. 6132-24 du CSP) en application du décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements hospitaliers de territoire, **le CHU Amiens Picardie, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud, gère la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement.**

La fonction achat mutualisée regroupe ainsi un périmètre circonscrit au cycle d'achat :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action des achats du groupement hospitalier de territoire.

**Les établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud demeurent garants de l'expression de leurs besoins qui sont consolidés par l'établissement support au niveau du GHT. La phase d'exécution du marché (cycle approvisionnement : gestion des commandes, leur réception, la liquidation, le mandatement, le paiement) relève de la compétence des établissements parties.**

### **Assistance à maîtrise d'ouvrage :**

Le maître d'ouvrage est accompagné d'un assistant à maîtrise d'ouvrage qui est :

TURPEA, 37 rue des Mathurins, 75008 PARIS, téléphone 06.62.49.46.29

## ARTICLE 1. OBJET DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE ET DES MARCHES SPECIFIQUES

### 1.1 - Objet

**Le GHT Somme Littoral Sud organise un système d'acquisition dynamique en vue de l'attribution de marchés spécifiques, ci-après désigné « les marchés », portant sur la fourniture et la distribution d'électricité et de gaz naturel et des services associés.**



Les établissements du GHT Somme Littoral Sud concernés sont indiqués en annexe 1 au cahier des clauses particulières (C.C.P.).

## 1.2 – Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : **Système d'Acquisition Dynamique (SAD)**. Elle est soumise aux dispositions des articles R2162-37 à R2162-51 du Code de la commande publique (C.C.P.). Il sera procédé à la passation de marchés spécifiques en application des articles R2162-49 à R2161-51.

## 1.3 – Décomposition de la consultation en catégories

Le système d'acquisition dynamique est subdivisé en 2 catégories dont les montants annuels estimés sont les suivants :

<b>CATEGORIE A</b>	Fourniture et distribution d'électricité	18 millions d'euros TTC
<b>CATEGORIE B</b>	Fourniture et distribution de Gaz naturel	4 millions d'euros TTC

Ces montants sont indiqués à titre purement informatif et ne constituent pas un quelconque engagement de la part du Pouvoir Adjudicateur.

Les fournitures et services associés - couverts par le présent marché et susceptibles de faire l'objet de la passation de marchés spécifiques - sont :

### CATEGORIE A :

- La fourniture d'énergie électrique pour les Sites raccordés au réseau de distribution en basse tension, en moyenne ou haute tension ;
- La distribution d'électricité dans le cadre des Sites bénéficiant de Contrats Uniques (C.U.);
- La fourniture d'énergie « verte » avec Garantie d'Origine de production à partir de source d'origine renouvelable ;
- La prestation de Responsable d'équilibre.

### CATEGORIE B :

- La fourniture de gaz naturel pour les Sites raccordés au réseau de distribution ;
- La distribution de gaz naturel pour les Sites bénéficiant de Contrats Standard de Livraison ;
- La fourniture de biogaz avec Garantie d'Origine ;
- L'équilibrage des consommations de gaz naturel.

### Commun aux deux catégories, les services associés suivants :

- La mise à disposition d'un outil permettant le suivi des consommations des sites via une interface Web ;
- L'envoi d'un fichier de reporting trimestriel.

Lors de la passation du marché spécifique, il sera précisé pour chaque Site, s'il bénéficie actuellement d'un contrat CARD ou CU pour la catégorie A. Ce point est susceptible d'évoluer pendant la période d'exécution des marchés spécifiques.

Chaque candidat peut se positionner sur une ou plusieurs catégories, voire l'ensemble des catégories.

Affaire n°23TE0181	FOURNITURE ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL	Page 7 / 27
-----------------------	---	-------------

Au fur et à mesure des besoins, les entreprises agréées seront consultées en fonction de la catégorie d'énergie à acheter.

## ARTICLE 2 - DUREE DU SAD

Le présent système d'acquisition dynamique est ouvert pendant une période de quatre (4) ans à compter de sa date de publication.

## ARTICLE 3 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION DU SAD

### 3.1 Admission au SAD

Pendant la durée de validité du système d'acquisition dynamique (SAD), soit 4 ans, les opérateurs économiques remplissant les critères de sélection énoncés dans le règlement de la consultation des candidatures initiales seront admis dans le SAD afin d'être mis en concurrence en vue de l'attribution de marchés spécifiques passés par le GHT Somme Littoral Sud, représenté par son établissement support, le Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie.

Des candidatures pourront être déposées tout au long de la durée du SAD, la date de fin du SAD intervenant le 10/09/2027 à 12h00.

La durée de validité du système annoncée initialement peut être modifiée par le CHU Amiens Picardie pour les établissements parties, les opérateurs en sont informés par la publication d'un avis modificatif en application de l'article R2162-40 du C.C.P.

En application de l'article R2162-43 du code de la commande publique, tout opérateur économique peut demander à participer au système d'acquisition dynamique pendant sa durée de validité.

Pour participer à un marché spécifique, une candidature doit être obligatoirement déposée au moins 10 jours avant l'envoi de l'invitation à concourir à ce dernier.

Chaque marché spécifique a sa propre durée de validité et ses délais d'exécution.

### 3.2 Modalités de mise en œuvre

Dans l'éventualité où un opérateur souhaiterait candidater au SAD il devra le faire et sera retenu ou non, conformément aux dispositions indiquées dans le règlement de la consultation des candidatures initiales disponible sur la plateforme des marchés publics.

## ARTICLE 4. PERIMETRE DU SAD ET DES MARCHES SPECIFIQUES

Les bénéficiaires sont indiqués à l'Annexe 1 du présent Cahier des Clauses Particulières. La liste des sites et bénéficiaires concernés par l'attribution du marché spécifique sera indiquée dans le cadre de l'invitation à soumissionner.

À titre informatif, le périmètre à fournir dans le cadre du présent SAD, comprend :

#### CATEGORIE A : Électricité :

- 3 sites C1
- 18 sites C2
- 9 sites C4
- 77 sites C5

Pour un volume global estimé et non engageant de 83,3 GWh par an

#### CATEGORIE B : Gaz Naturel

- 2 sites T1



- 34 sites T2
- 18 sites T3
- 1 site T4

Pour un volume global estimé et non engageant de 31,8 GWh par an

## ARTICLE 5. FORME & CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ SPECIFIQUE

Les Marchés spécifiques passés sur le fondement du présent SAD seront conclus sans minimum et avec une valeur maximale en quantité précisée au niveau des MSP par établissement.

## ARTICLE 6. DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES

La durée des marchés spécifiques est indiquée dans l'acte d'engagement de chaque marché spécifique, étant précisé qu'elle ne peut être supérieure à 4 ans.

## ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire n'est pas autorisé à sous-traiter la fourniture d'électricité ou de gaz, ainsi que les prestations liées à la responsabilité d'Équilibre. Seules les autres prestations de service peuvent faire l'objet d'une sous-traitance.

## ARTICLE 8. ATTRIBUTION DES MARCHES SPECIFIQUES

### 8.1 - Organisation de la consultation des marchés spécifiques

#### 8.1.1. Invitation à soumissionner

A la survenance d'un besoin, tous les candidats admis dans le système d'acquisition dynamique pour une catégorie donnée, sont invités simultanément et par écrit à remettre une offre visant à attribuer un marché spécifique.

La remise des offres aux marchés spécifiques est faite par la plateforme en accès restreint. Seuls les candidats admis au SAD reçoivent un mail comprenant un lien de téléchargement vers le dossier de consultation et un mot de passe pour y accéder.

Les modalités de remise des plis sont identiques à celles du dossier de candidature du SAD.

Les candidats sont tenus de remettre une offre lorsqu'ils sont invités à soumissionner ou à défaut de préciser au pouvoir adjudicateur le motif de non-réponse.

#### 8.1.2. Documents remis aux candidats aux marchés spécifiques

Les documents remis aux candidats aux marchés spécifiques sont :

- Une invitation à soumissionner précisant les règles de la consultation du marché spécifique ;
- Un acte d'engagement avec un Bordereau de Prix unitaire (BPU) en annexe, reprenant :
  - La liste des sites concernés ;
  - Les volumes prévisionnels ;
  - Les dates de fourniture ;
  - Les structures tarifaires.
- Une autorisation temporaire d'accès aux données de consommation auprès des GRD.

### 8.1.3. Délai de réponse

Le délai minimal de réception des offres, précisé dans l'invitation à soumissionner, ne pourra être inférieur à 10 jours à compter de l'envoi de cette dernière.

### 8.1.4. Modalité de remise des offres

#### Transmission électronique

Les offres sont remises obligatoirement par voie électronique sur la plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> dans les conditions précisées à l'article 6.3 du présent règlement de la consultation.

L'envoi des réponses en deux temps est interdit. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les plis devront parvenir avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur l'invitation à soumissionner.

**RAPPEL** : pour tout document comportant une signature obligatoire, cette dernière doit être électronique et doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat.

### 8.2. Document à produire au titre de l'offre

Sous réserve de compléments et/ou précisions apportées par l'invitation à soumissionner, le candidat remettra, au moment de la passation du marché spécifique, un dossier comprenant les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par le représentant légal de la société
- L'annexe 1 à l'acte d'engagement : Le Bordereau de prix unitaires - BPU dûment complété, daté et signé.
- Un mémoire technique présentant à minima :
  - les services et les modalités d'utilisation d'un site de suivi en ligne, du reporting des consommations et de la facturation

### 8.3. Critères de sélection des offres

Les candidats admis au SAD seront sélectionnés au niveau des marchés spécifiques sur la base des critères de sélection des offres suivants :

Critère	Fourchette de pondération
Prix*	90 %
Les services et les modalités d'utilisation d'un site de suivi en ligne, reporting des consommations, et de facturation	10%

\* Le critère prix sera analysé sur la durée complète du marché, sur la base de l'offre remise par le titulaire, valorisée éventuellement des cours de clôture de la veille de la remise des offres, exprimés en TTC.

Pour chaque marché spécifique, l'offre la mieux classée sera retenue et le titulaire notifié via la plateforme de dématérialisation.

### 8.4. Délais de validité des offres financières

Sauf mention contraire dans l'invitation à soumissionner, le délai de validité des propositions est de 6 heures à compter de la date et heure limite fixée pour la réception des offres.

## ARTICLE 9. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE SPECIFIQUE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. – F.C.S., le marché spécifique est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement propre au marché spécifique pour le besoin identifié ainsi que son annexe comportant l'offre financière (BPU) du titulaire ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces contractuelles du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Ces pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

Seuls sont notifiés au Titulaire les documents suivants :

- L'acte d'engagement signé par les parties,
- Le cahier des clauses particulières,
- Le bordereau des prix unitaires.

## ARTICLE 9. PRIX DU MARCHE SPECIFIQUE

### 9.1. Composition des prix

#### CATEGORIE A : ELECTRICITE

Sauf indications contraires précisées dans les marchés spécifiques, l'offre de prix de la fourniture d'électricité est exprimée en euro arrondi au centime, hors taxes par MWh consommé.

Ce prix, hors T.V.A., est réputé contenir toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, à la charge du fournisseur, frappant obligatoirement l'exécution des prestations ainsi que toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant les frais, charges, déplacements.

Le prix peut être différencié ou non par tranches horo-saisonnières selon la typologie des sites de chaque marché spécifique.

Il prend en compte les variations de consommation qui pourraient être constatées en comparaison des profils de consommations communiqués par l'établissement concerné.

Il comprend notamment les coûts :

- De l'énergie ;
- D'ajustement ;
- De passage frontière ;
- De transport et de distribution sur les réseaux électriques étrangers.

Ainsi que :

- Les taxes ou impôts, les charges ou contributions de toute nature, actuelles ou futures, applicables à l'achat, la vente, au transport et à la distribution de l'électricité à l'étranger ;
- Le coût de l'outil permettant d'assurer un suivi des consommations et mentionné à l'article 18.3.6 du présent CCP ;
- La fonction de Responsable d'Equilibre ;
- Les charges ou redevances actuelles supportées par le Titulaire en particulier en tant que fournisseur et responsable d'équilibre sur le territoire français y compris les frais de soutirage ;
- Les coûts d'achats des éventuels certificats d'économie d'énergie dont le fournisseur serait redevable auprès des autorités publiques ;
- La rémunération de l'ensemble des prestations prévues au CCP du présent marché.

Ce prix ne comprend pas les coûts de transport et de distribution dus aux gestionnaires de réseau sur le territoire français, ni la CSPE, ni la CTA.

### *Mécanisme de capacité*

Les surcoûts liés au mécanisme de capacité et leur refacturation aux Bénéficiaires sont précisés par le Titulaire dans chaque marché spécifique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander une fixation, à la remise des offres dans le cadre des marchés spécifiques, des coûts liés aux garanties de capacité pendant la durée d'exécution du marché.

### **CATEGORIE B : GAZ NATUREL**

Sauf indications contraires précisées dans les documents de consultation, la fourniture de gaz naturel est livrée franco (molécule de gaz rendue site, acheminée jusqu'aux points de comptage).

Les prix comprennent :

- La fourniture de gaz naturel ;
- Tous les coûts de transport (y compris équilibrage) et distribution pour acheminer les molécules de gaz jusqu'aux lieux de livraison ;
- Tous les frais afférents à l'ensemble des prestations à exécuter pour acheminer les molécules de gaz jusqu'aux lieux de livraison ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales taxes cotisations ou autres s'appliquant obligatoirement à la prestation ;
- Les redevances, charges et taxes liées à la livraison du gaz sur les sites incombant au fournisseur ;
- La Contribution Tarifaire d'Acheminement (C.T.A).

Ainsi que :

- Les taxes ou impôts, les charges ou contributions de toute nature, actuelles ou futures, applicables à l'achat, la vente, au transport et à la distribution de gaz naturel à l'étranger ;
- Les charges ou redevances actuelles et futures supportées par le Titulaire en tant que fournisseur et responsable d'équilibrage sur le territoire français ;
- Les coûts de stockage.

Les prix ne comprennent pas

- La Taxe Intérieure de Consommation sur le gaz naturel (TICGN) ;
- Les redevances liées au poste de livraison.

## COMMUN AUX DEUX CATEGORIES

Les prix comprennent :

- Les coûts d'achats des éventuels certificats d'économie d'énergie dont le fournisseur serait redevable auprès des autorités publiques ;
- La rémunération de l'ensemble des prestations prévues au CCP du présent marché ;
- Le coût de l'outil permettant d'assurer un suivi des consommations et mentionné à l'article 18.3.6 du présent CCP.

### 9.2. Certificats d'économie d'énergie

La fourniture d'énergie au GHT crée une obligation de collecte de Certificats d'Economie d'Energie aux fournisseurs, à ce titre, le fournisseur sera en droit d'intégrer dans son prix de vente les coûts relatifs d'achats des CEE.

En fonction de la durée des marchés spécifiques de fourniture, ce surcoût sera soit figé par le pouvoir adjudicateur pour la durée d'exécution du marché, soit indexé sur les coefficients réglementaires en vigueur. Les modalités précises seront indiquées pour chaque marché spécifique dans les documents de consultation.

### 9.3. Structure tarifaire

En fonction de l'évolution des marchés et du cours de l'énergie, la structure tarifaire est soit :

- Fixe pendant la durée du Marché Spécifique, sur la base des prix indiqués le jour de l'attribution ;
- Fixée par le pouvoir adjudicateur sur la base d'une formule reprenant les cours des produits financiers pondérés par des coefficients, et augmentés d'une constante « C », où 20NN correspond à l'année de fourniture de l'énergie. Les produits financiers en question étant :
  - pour la catégorie A : Base-load Calendar France 20NN et Peak-load Calendar France 20NN,
  - pour la catégorie B : PEG Calendar 20NN
- Indexée sur l'évolution des prix quotidiens observables sur une place de marché officielle. Par exemple, les prix de fourniture pourront être indexés sur les cotations EPEX day-ahead ou PEG day-ahead.

### 9.4. Arenh

Pour les marchés spécifiques de la catégorie A, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander à bénéficier de ces droits Arenh ou tout autre dispositif venant à être créé pendant la validité du SAD ou des marchés spécifiques et permettant au client final de sécuriser ses prix d'achat d'énergie. Les modalités seront définies au niveau des marchés spécifiques.

### 9.5. Modification du tarif de distribution

Pour les Sites en Contrat Unique ou en contrat standard de livraison, le Titulaire du marché spécifique doit refacturer les coûts du gestionnaire de réseau aux sites sans marge et devra donc intégrer les modifications du tarif de distribution ainsi que du catalogue des prestations du gestionnaire de réseau dans le prix de facturation.

Préalablement à chaque modification de prix ou de tarif, le Titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur et chaque bénéficiaire sous peine de non-paiement de la facture par les Bénéficiaires. Dans ce cas, la facture sera rejetée par les Bénéficiaires concernés.

## ARTICLE 10. MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

### 10.1. Modalités d'exécution

Les marchés spécifiques passés sur le fondement du présent système d'acquisition dynamique peuvent :

- Comprendre la fourniture d'un ou plusieurs sites de consommations par Bénéficiaire ;
- Intégrer soit des sites avec CARD, soit des sites en CU ;
- Porter sur des durées de fourniture comprises entre un an et 4 ans maximum en fonction de la date à laquelle ils sont conclus ;
- Comprendre ou non des engagements de consommations ;
- Comprendre une part variable d'énergie d'origine renouvelable variant de 0 % à 100 % qui sera fixé dans le marché spécifique.

En fonction des volumes de consommations et d'éventuelles demandes spécifiques de ses bénéficiaires, le pouvoir adjudicateur peut publier soit des marchés spécifiques couvrant plusieurs segments Enedis (C1, C2, C3, C4, C5) ou GRDF (T1 à T4) soit des marchés spécifiques n'intégrant que des sites d'une même segmentation.

### 10.2. VOLUME

Pour chaque marché spécifique, le pouvoir adjudicateur :

- Remet aux Titulaires les volumes de consommation connus de chacun des sites,
- S'engage à l'informer de tout événement susceptible de modifier substantiellement la consommation globale des sites pendant la durée de fourniture des marchés spécifiques.
- Donne mandat aux Titulaires pour demander les informations de consommation auprès des gestionnaires de réseau

#### Clause de flexibilité :

Les ajouts-retraits de sites se font dans la limite du plafond de 15% en termes de volume de consommation annuelle et font l'objet d'une commande spécifique du pouvoir adjudicateur ou de l'établissement bénéficiaire.

Le pourcentage d'ajouts-retraits sera défini dans les marchés spécifiques.

Les ajouts et retraits se compensent.

Les ajouts et retraits indiqués dans la lettre d'invitation à soumissionner au MSP n'impacteront pas la flexibilité du MSP.

Un ajout de PDL par le titulaire dans son périmètre d'équilibre, doit être effectué dans les plus brefs délais et ne peut dépasser un délai de 30 jours calendaires à compter de la demande du bénéficiaire formulée par tout moyen permettant d'en attester sa bonne réception par le titulaire.

## ARTICLE 11. MODALITES DE REGLEMENT

### 11.1. Outils et fonctionnalités de facturation

Le Titulaire doit rendre possible, pour le ou les établissements bénéficiaires, l'extraction globale des factures dès le premier mois du nouveau contrat de fourniture.

Affaire n°23TE0181	FOURNITURE ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL	Page 14 / 27
-----------------------	---	--------------



Cela peut se faire via la mise à disposition d'un outil centralisant ces données et/ou un fichier reprenant toutes les données des factures.

Les modalités de transmission (format, adresse...) seront définies dans les marchés spécifiques et pourront être modifiées par avenant en cours d'exécution des marchés spécifiques.

### 11.2 Facturation et présentation des demandes de paiement

Le Titulaire du marché spécifique transmet au plus tard dans les quinze (15) premiers jours du mois suivant le mois de consommation, une facturation détaillée pour le site de consommation bénéficiaire.

Le Titulaire doit procéder à une facturation distincte des entités du bénéficiaire en fonction du Point de Livraison concerné conformément à la répartition des Points de Livraisons entre les deux entités bénéficiaires indiquées en Annexe 1 du Présent CCP.

Les factures seront établies sur la base des relèves réelles des GRD.

Elles seront adressées à l'entité bénéficiaire concernée à l'adresse indiquée ci-dessous selon l'entité concernée, par énergie une facture par site (regroupant les différents points de livraison d'un même site comme présenté en Annexe 1)

Le mode de facturation fait apparaître tous les éléments de façon à en permettre le contrôle.

Les factures transmises par le Titulaire doivent comporter les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur (le Titulaire) et du destinataire (le Bénéficiaire) de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture (le Titulaire), la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. Le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du Bénéficiaire ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de début et de fin de chacune des fournitures et d'exécution de chacun des services ;
7. La quantité et la dénomination précise de chacun des produits livrés, et des prestations réalisées ;
8. Le prix unitaire hors taxes de chacun des produits livrés, et des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de chacune des taxes à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Les numéros des compteurs faisant l'objet des relevés facturés.

Le non-respect de ces dispositions entraîne, de plein droit, le retour de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

### 11.3. Acceptation de la facture par le Bénéficiaire

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, le Bénéficiaire ne peut la rejeter qu'après avoir informé le Titulaire par tout moyen et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception de la demande de paiement par le Bénéficiaire correspond à la date de notification au Bénéficiaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail.

Le Bénéficiaire vérifie, et rectifie éventuellement, la facture en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et le notifie au Titulaire et lui notifie en cas de désaccord sur le montant ou les fournitures et/ou prestations facturées.

#### 11.4. Paiements

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

##### **Dépôt des factures sur CHORUS PRO**

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro (<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 modifié par décret n°2019-748 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre de l'établissement concerné du GHT Somme Littoral Sud doivent comporter les mentions suivantes reprises à l'article D.2192-2 du code de la commande publique :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération;
- 10° L'identification le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

« Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures ».

Le SIRET des établissements à utiliser lors de ces dépôts sont mentionnés à l'Annexe 1 au présent CCP.

Les factures seront adressées aux établissements membre du présent SAD et dont les coordonnées figureront dans chaque marché spécifique.

### 11.5. Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### 11.6. Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

### 11.7. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

## ARTICLE 12. SUIVI D'EXECUTION ET PLAN DE PROGRES

### 12.1. Fourniture de fichiers de reporting par le Titulaire

Afin d'assurer le suivi d'exécution des marchés spécifiques, le Titulaire envoie à la Direction des services appropriés, un fichier de reporting global précisant les montants facturés par Bénéficiaire et par point de comptage électricité ou gaz naturel tous les 3 mois à compter de la date de début d'exécution du marché spécifique.

Le fichier de reporting est nommé de la façon suivante : « numéro du marché\_nom du titulaire\_période de reporting ».

Le format du fichier qui devra être respecté par le Titulaire sera transmis en début d'exécution des marchés spécifiques.

L'établissement se réserve la possibilité de vérifier la cohérence des données qui y figurent auprès d'un ou plusieurs sites.

Le Titulaire envoie son fichier de reporting sous un délai de 30 jours à compter de la date d'échéance de la période de trois mois précitée, sous format EXCEL, à l'adresse indiquée dans le marché spécifique.

**Le dernier fichier de reporting sera adressé à l'établissement après la date d'échéance du marché spécifique.**

En cas de création de nouvelles lignes de facturation imputées au Bénéficiaire, pendant le marché spécifique, le titulaire devra les faire figurer également dans le fichier de reporting.

En cas de non-envoi du fichier de reporting dans le délai imparti, et après mise en demeure restée infructueuse dans les 10 jours à compter de son envoi, le Titulaire se verra appliquer la pénalité prévue à l'article 13 du présent CCP.

Les modalités liées à ce fichier (format, contenu, adresse d'envoi, etc.) pourront évoluer dans le cadre des marchés spécifiques.

### ARTICLE 13. PENALITES ET MESURES CONSERVATOIRES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 euros HT.

Les pénalités s'entendent toujours en euros hors taxes. Le paiement des pénalités n'est pas libératoire.

#### 13.1. Pénalités recouvrées par les membres du GHT

Les pénalités suivantes feront l'objet d'un titre de recette émis par chaque bénéficiaire :

Motifs d'application d'une Pénalité	Tolérance	Pénalité
Non-respect des modalités de transmission des factures prévues à l'article 9 du présent document	2 premiers mois de chaque marché spécifique	10€/ PDL/ jour de retard
Non traitement d'une demande d'ajout ou de retrait de site ou Non traitement d'une demande de modification de puissance	Aucune	Surcoût + 50€/jour de retard
Non transmission de la facturation dans le délai requis	Une fois par Bénéficiaire sur la durée du Marché Spécifique	30€ par jour de retard
Erreur de facture	Une fois par Bénéficiaire sur la durée du Marché Spécifique	2 % du montant global HT de la facture erronée
Indisponibilité de l'outil permettant de suivre les consommations des sites signalée et non corrigée dans les 3 jours	3 jours ouvrables consécutifs à la suite du signalement ; et 10 jours / MSP / an	50 € par jour de retard
Non remise du fichier de reporting dans le délai requis	10 jours après mise en demeure	100 € par jour de retard

Le montant cumulé des pénalités recouvrables par les bénéficiaires est limité pendant la durée de chaque marché spécifique à 2 % du montant global du marché spécifique.

A ces pénalités, pourront s'ajouter le remboursement des surcoûts financiers subis par le Bénéficiaire en cas d'erreur ou de retard imputables au Titulaire du marché sans limitation.

### 13.2. Dispositions communes

Le délai de paiement de ces pénalités sera de 50 jours à compter de la date d'émission.

Les pénalités énoncées ci-dessus ne seront applicables que si elles sont imputables au Titulaire. A cet effet, le Titulaire doit être en mesure d'apporter la preuve qu'il n'est pas à l'origine des retards d'exécution (numéro d'enregistrement et horodatage des demandes sur le portail des GRD).

## ARTICLE 14. PIECES FISCALES ET SOCIALES/LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du Travail seront transmises systématiquement tous les 6 mois pendant toute la durée du marché, et ce, sans demande expresse du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire certifie avoir respecté les formalités définies à l'article L 8221-3 du Code du Travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

## ARTICLE 15 - EXCLUSION DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

### 15.1. Motifs d'exclusion

L'exclusion d'un opérateur économique admis dans le système d'acquisition dynamique peut intervenir pour les motifs suivants :

- A la demande de l'opérateur si celui-ci s'estime dans l'incapacité de pouvoir exécuter les futurs marchés spécifiques qui seront conclus (ex : redressement, liquidation judiciaire...);
- Sur décision du pouvoir adjudicateur lorsqu'un ou plusieurs marchés spécifiques conclu dans le cadre du présent système d'acquisition dynamique avec l'opérateur économique a été résilié pour faute ;
- Perte de l'autorisation de fourniture prévue aux articles L333-1 et L443-1 du Code de l'énergie ;
- Ne pas disposer d'un contrat en vigueur avec Enedis ou GrdF permettant d'alimenter les clients finals.

Dans ce cas, la décision d'exclusion ne peut être prise qu'après avoir mis le candidat en capacité de présenter ses observations dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la réception de la notification de la sanction envisagée.

### 15.2. Conséquences de l'exclusion

A compter de son exclusion, le candidat n'est plus invité à soumissionner en vue de l'attribution des marchés spécifiques à conclure à travers le système d'acquisition dynamique.

L'opérateur économique attributaire d'un ou plusieurs marché(s) spécifique(s) reste tenu d'exécuter le ou les marché(s) conclu(s).

## ARTICLE 16 - MISE A JOUR DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

À tout moment en cours de validité du système d'acquisition dynamique, le CHU Amiens peut demander au candidat admis d'actualiser son dossier de candidature, notamment au regard de l'évolution des exigences de la réglementation européenne.

Le candidat dispose dès lors d'un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la demande pour procéder à cette démarche (article R2162-47 du C.C.P.).

## ARTICLE 17 - FERMETURE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Il peut être mis fin au système d'acquisition dynamique sur décision du pouvoir adjudicateur. Cette décision est notifiée aux candidats admis et n'entraîne pas de conséquence sur les marchés spécifiques conclus. La fin anticipée du système n'ouvre droit à aucune indemnité.

## ARTICLE 18. RESILIATION DU MARCHÉ

### 18.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché spécifique pour un motif d'intérêt général.

La résiliation prend effet dans le délai indiqué dans le courrier notifiant au titulaire du marché la résiliation ou à défaut, dans un délai d'un mois à compter de la notification de ce courrier, de manière à ce que le changement de fournisseur pour les points de livraison concernés s'opère sans interruption de la fourniture d'énergie électrique.

Le changement de fournisseur consécutif à la résiliation s'effectue sans suspension de l'accès au réseau public de distribution d'électricité.

Les dispositions relatives à la résiliation figurant dans les référentiels du GRD et son catalogue des prestations qui ne sont pas contraires au présent marché s'appliquent.

### 18.2. Résiliation pour faute du Titulaire

La résiliation s'applique en complément des dispositions ci-après.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché spécifique pour faute du Titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le Titulaire n'a pas respecté au titre d'un marché spécifique des dispositions prévues dans le marché spécifique ;
- Lorsque le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du Marché spécifique ;
- Lorsque le Titulaire est dans une situation de non-conformité répétée des produits livrés ou des prestations réalisées aux caractéristiques des produits ou prestations référencés au marché ou des prestations (notamment fiches et descriptifs techniques).

### 18.3. Exécution aux frais et risques du Titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de pourvoir à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par le Titulaire d'une fourniture ou prestation qui par sa nature ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation prononcée à ses torts.

Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à la charge du Titulaire. Le surcoût, supporté par le Bénéficiaire, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au Titulaire pour les prestations réalisées et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du Titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au Titulaire au titre des prestations admises.



ou fait l'objet d'un titre de recette émis par le Bénéficiaire à l'encontre du Titulaire. Ces cas de résiliation n'ouvrent droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

## ARTICLE 19. CLAUSE DE REEXAMEN

### 19.1. Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le pouvoir adjudicateur et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement.

### 19.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent marché

En cas de transfert du marché à une autre entreprise (cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le Titulaire doit impérativement en informer par écrit le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

À la suite de cette cession ou mise en location gérance, le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification que la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale conformément aux exigences du Code.

À la suite de cette vérification, le changement de Titulaire fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché en cours au nouveau Titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, le pouvoir adjudicateur procède à la résiliation du marché.

### 19.3. Modifications portant sur la situation juridique ou économique du Titulaire

Le Titulaire est tenu de notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais les modifications le concernant, survenant au cours de l'exécution du présent marché et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À la raison sociale du Titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale;
- À la répartition du capital social du Titulaire ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- Aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché spécifique.

Et de façon générale, toute modification importante affectant son fonctionnement.

### 19.4. Évolution de la législation :

Si au cours du contrat la législation portant sur les prestations à réaliser, tant sur la forme que sur le mode d'exécution, vient à évoluer, le Titulaire aura l'obligation de s'y conformer.

Si ces évolutions ont une incidence directe sur les prestations contractées, elles pourront faire l'objet d'un avenant

## ARTICLE 20. REGLEMENT DES LITIGES

### 20.1. Règlement amiable des différends

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché spécifique.

Affaire n°23TE0181	FOURNITURE ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL	Page 21 / 27
-----------------------	---	--------------

Tout différend, autre que celui portant sur les sommes à payer, doit faire l'objet de la part du Titulaire d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 30 jours à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque le marché est passé avec des Titulaires groupés conjoints, le mandataire représente chacun d'eux pour l'application des dispositions du présent article jusqu'à la date, à laquelle prennent fin les obligations contractuelles, chaque société étant ensuite seule habilitée à poursuivre les procédures relatives aux litiges qui les concernent.

## 20.2. Tribunal compétent

En cas de litige relatif à la passation du présent marché spécifique, la loi française est seule applicable et le tribunal administratif d'Amiens sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur :

**Tribunal Administratif d'Amiens**  
**14, rue Lemerchier**  
**80000 AMIENS Téléphone : 03.22.33.61.70**  
**Télécopie : 03.22.33.61.71**  
**Courriel : [greffe.ta-amiens@juradm.fr](mailto:greffe.ta-amiens@juradm.fr)**

## ARTICLE 21. TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES

Obligation du titulaire concernant la loi sur la Protection de données personnelles (RGPD) :

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen du conseil du 27 avril 2016, le titulaire, comme son sous-traitant, est soumis aux obligations suivantes :

« Le traitement par un titulaire est régi par un contrat ou un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, qui lie le titulaire à l'égard du responsable du traitement, définit l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement. Ce contrat ou cet autre acte juridique prévoit, notamment, que le titulaire :

- a) ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le titulaire est soumis; dans ce cas, le titulaire informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public;
- b) veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité;
- c) prend toutes les mesures requises en vertu de l'article 32;
- d) respecte les conditions visées aux paragraphes 2 et 4 pour recruter un autre titulaire;
- e) tient compte de la nature du traitement, aide le responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III;

- f) aide le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du titulaire;
- g) selon le choix du responsable du traitement, supprime toutes les données à caractère personnel ou les renvoie au responsable du traitement au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel;
- h) met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. »

## ARTICLE 22. INTERRUPTION OU REDUCTION DE LA FOURNITURE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

### 22.1. Sécurité du Réseau

Le(s) Exploitant(s) de Réseaux pouvant être amené(s) à mettre en œuvre toute action visant à préserver notamment la sécurité des biens et des personnes et /ou l'intégrité du Réseau, le Titulaire s'engage, dès qu'il en aura connaissance, à prévenir sans délai le Client. Le Client ne pourra en aucun cas prétendre à quelque indemnisation que ce soit de la part du Titulaire, des éventuelles conséquences d'une réduction ou d'une interruption de livraison d'énergie électrique dans cette hypothèse.

Le Titulaire s'engage à respecter et faire respecter les directives et instructions opérationnelles éventuellement fournies, notamment par l'Exploitant de réseau.

### 22.2. Maintenance, essais et extensions de réseau

Le(s) Exploitant(s) de Réseau(x) pouvant être amenés à réaliser des opérations de maintenance ainsi que des essais et des extensions du Réseau, les Parties conviennent que ces opérations peuvent affecter l'exécution du Contrat d'Acheminement. Le Titulaire s'engage dans ce cas à communiquer les dates et heures de d'interruption ou de réduction de la fourniture d'énergie électrique sur les Sites de consommation du Client dans un délai de 24 Heures suivant la réception par lui-même de l'information communiquée par l'Exploitant.

Il est convenu entre les Parties que le Client ne pourra en aucun cas prétendre à quelque indemnisation que ce soit de la part du Titulaire, des éventuelles conséquences de ces opérations de maintenance.

## ARTICLE 23. DISPOSITIONS TECHNIQUES

### 23.1. CATEGORIE A : TYPE DE MISSION, FOURNITURE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE ET RESPONSABLE D'ÉQUILIBRE

Le Titulaire du marché spécifique s'engage à fournir l'énergie électrique nécessaire à la consommation des sites listés dans les marchés spécifiques.

Conformément à l'article L333-1 du Code de l'Énergie, le Titulaire est inscrit sur la liste des opérateurs autorisés à exercer l'activité d'achat d'électricité pour revente à des clients, telle que publiée par le ministre chargé de l'énergie.

Le Titulaire du marché spécifique est désigné Responsable d'Équilibre auprès du gestionnaire de réseau pour les sites objet du marché spécifique pendant la durée de fourniture.

Il reconnaît être lié au Gestionnaire du Réseau de Transport par un Contrat de Responsable d'Équilibre. Le Titulaire du marché spécifique s'engage pendant la durée complète du marché à inclure dans son périmètre de Responsable d'Équilibre les Sites qu'il fournit en électricité.

Les bénéficiaires s'engagent à disposer d'un contrat CARD valide pour chaque site ne disposant pas de CU, pendant la durée d'exécution des marchés spécifiques.

Dès lors que le point de livraison d'un Bénéficiaire est éligible et qu'il n'a pas ou plus de contrat en cours, alors le Titulaire du marché spécifique auquel appartient le point de livraison bénéficie d'une exclusivité sur la fourniture d'énergie électrique pour ce point de livraison.

### **23.2. CATEGORIE B : TYPE DE MISSION, FOURNITURE DE GAZ NATUREL**

Le Titulaire du marché spécifique s'engage à fournir le gaz naturel nécessaire à la consommation des sites listés dans les marchés spécifiques.

Conformément à l'article L443-1 du Code de l'Energie, le Titulaire est inscrit sur la liste des opérateurs autorisés à fournir du gaz naturel, telle que publiée par le ministre chargé de l'énergie.

Le Titulaire du marché spécifique est titulaire d'un contrat d'acheminement Transport signé avec GRTgaz et à ce titre chargé de l'équilibrage des consommations des sites du marché spécifique pendant la durée de fourniture.

Le Titulaire du marché spécifique s'engage pendant la durée complète du marché à inclure dans son périmètre d'équilibrage les Sites qu'il fournit en gaz naturel.

Les bénéficiaires s'engagent à disposer de contrat de livraison valide pendant la durée d'exécution des marchés.

### **23.3. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE ET GESTION DES DEMANDES PROVENANT DES BENEFICIAIRES**

#### **23.3.1. Réunion de lancement et de suivi**

Une réunion de lancement est organisée dans les locaux de l'établissement bénéficiaire à la suite de la notification du marché spécifique au titulaire. A cette occasion, le titulaire présentera son équipe commerciale et technique.

#### **23.3.2. Délai de Prise en compte des demandes**

Le titulaire du marché spécifique doit traiter toutes les demandes à destination des GRD émanant des Bénéficiaires et du pouvoir adjudicateur dans un délai de 48h. Ces demandes seront notifiées par tous moyens permettant d'en attester la bonne réception par le titulaire.

Si la demande nécessite un traitement supérieur à 48h, notamment les exports de facturation, des rééditions de facture ou des reportings spécifiques, le titulaire accusera réception de la demande dans les 48h et indiquera le délai nécessaire au traitement de la demande, celui-ci ne pouvant excéder 10 jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Pour toutes les demandes à destination de GRD, le titulaire répond au Bénéficiaire en renvoyant les références d'enregistrement de la demande du Portail SGE ou Omega ou équivalent pour les autres GRD.

En cas de non-respect des délais, le Titulaire peut se voir appliquer les pénalités forfaitaires définies à l'article 12 du présent document, majorées des surcoûts supportés par le bénéficiaire pour la non-prise en compte à temps des demandes.

Interlocuteur ou équipe dédiée : le titulaire met à disposition des bénéficiaires *a minima* une personne dédiée qui est en charge de toutes les demandes de gestion qui pourraient intervenir pendant la durée d'exécution du marché spécifique.

Le titulaire précise le mail et le numéro de téléphone de l'interlocuteur, et met en place une adresse mail générique pour traiter les demandes lors des absences du ou des interlocuteurs dédiés.

#### **23.3.3. Emission de facture**

Le titulaire est tenu d'émettre une facture par mois, sauf sur le segment C5 pour lesquelles les modalités de facturation sont précisées au niveau des marchés spécifiques.

Les factures doivent être basées sur des consommations réelles et non estimées. Ces factures devront être émises dans les 15 jours suivants la mise à disposition des flux par le gestionnaire de réseau.

A défaut d'envoi de flux par le gestionnaire de réseau, le titulaire doit en informer le bénéficiaire et est, dans ce cas, autorisé à émettre une facture sur la base d'une consommation estimée. Cette estimation fera l'objet d'une régularisation dès réception des flux validés de la part du gestionnaire de réseau.

En cas de non-respect des modalités décrites ci-dessus, le titulaire peut se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 12.

Cette clause ne s'applique pas en cas de non-transmission des flux par le gestionnaire de réseau ou en cas de rectification de flux par le gestionnaire de réseau.

#### **23.3.4. COMPTAGE ET GESTION DU CONTRAT DE FOURNITURE**

Le comptage de la livraison d'énergie à chacun des sites, qui sert de base à leur facturation, est effectué par les appareils de comptage des Gestionnaires de Réseau.

Les Bénéficiaires mandatent le Titulaire du marché spécifique pour qu'il puisse récupérer auprès des Gestionnaires des Réseau toutes les données nécessaires à la fourniture et à la facturation des sites.

#### **23.3.5. TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ**

Le transfert de propriété de l'énergie livrée s'effectue au Point de livraison de chaque site.

Le transfert de responsabilité s'effectue au point de livraison tel que mentionné dans les contrats CARD, GRD-F et de livraison directe.

#### **23.3.6. OUTIL DE SUIVI DES CONSOMMATIONS**

Le titulaire du marché spécifique met à disposition de chaque Bénéficiaire pour ses sites, ainsi qu'au niveau national pour le pouvoir adjudicateur, un outil Internet à accès sécurisé permettant a minima de suivre les consommations réelles des sites fournies et de mettre en ligne les factures du fournisseur.

Le titulaire du marché spécifique précise dans son mémoire technique, les fonctionnalités de l'outil proposé.

### **ARTICLE 24. REDRESSEMENT / LIQUIDATION JUDICIAIRE**

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le Marché Spécifique est résilié de plein droit si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L 622-13 du Code de Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du Titulaire, le Marché Spécifique est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du Code de Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

### **ARTICLE 24. ASSURANCES**

Le Titulaire devra souscrire et maintenir en état de validité, à ses frais, pendant toute la durée d'exécution du Marché Spécifique, les polices d'assurances nécessaires couvrant les risques et responsabilités encourus du fait dudit Marché Spécifique et compte tenu de son environnement.

En cas de défaillance dans l'accomplissement de cette formalité, le Titulaire supportera toutes les conséquences financières de ce manquement.

Sur simple demande du Client, le Titulaire adressera au Client les attestations d'assurance responsabilité civile générale et professionnelle, émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, datée de moins de (6) six mois indiquant les garanties accordées et leur montant.



Le Titulaire prendra les mesures nécessaires pour couvrir tous les risques lui étant attachés, liés au Marché Spécifique.

En cas d'insuffisance de couverture, le Client pourra demander au Titulaire de porter celle-ci à un montant plus élevé sans surcoût sur le montant des Prestations à réaliser au titre du Marché.

Ces obligations d'assurances n'exonèrent en aucun cas le Titulaire de ses responsabilités tant envers le Client qu'envers tous tiers le quel demeure redevable des dommages qui lui seraient imputables ou qui résulteraient d'éventuels sous-traitants auxquels le Titulaire ferait appel et dont les conséquences ne seraient pas, en tout ou partie, prises en charge au titre des garanties d'assurance.

## ARTICLE 25. FORCE MAJEURE

Aucune Partie ne pourra être tenue responsable du retard ou de l'inexécution de tout ou partie de ses obligations, si ce retard ou cette inexécution est due à la survenance d'un événement de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil et de la jurisprudence de la Cour de cassation.

Est considéré comme un cas de force majeure tout événement irrésistible, imprévisible et extérieur à la Partie, affectée qui empêche soit le Client soit le Titulaire d'exécuter tout ou partie des obligations mises à sa charge au titre du présent Accord. Les Parties conviennent de ne pas considérer comme un cas de force majeure la grève ou mouvements sociaux du personnel du Titulaire ou de ses éventuels sous-traitants.

Un tel cas de force majeure ne pourra être invoqué que s'il n'est pas directement ou indirectement la conséquence d'une faute de la Partie qui l'invoque.

La Partie se trouvant empêchée d'exécuter ses obligations du fait de la survenance d'un événement de force majeure devra prévenir l'autre Partie dans le plus bref délai de la survenance d'un tel événement. Elle fera ses meilleurs efforts pour reprendre l'exécution totale du Marché Spécifique dans les meilleurs délais et informera dûment l'autre Partie de la cessation de la situation de force majeure.

En cas de force majeure, les Parties conviendront immédiatement des initiatives à prendre pour sauvegarder le maximum possible de dispositions du présent Accord. Elles rassembleront leurs efforts pour décider des mesures qui s'imposent pour pouvoir minimiser les conséquences découlant de cette force majeure.

Le coût de l'énergie électrique déjà livrée, à la date du début de la force majeure, reste dû par le Client et devra être intégralement réglé.

En cas de suspension du présent Accord pour survenance d'un cas de force majeure, le Client se réserve la possibilité de faire appel à un autre prestataire pour la durée du cas de force majeure.

Si l'événement ayant provoqué la force majeure se prorogeait au-delà d'une durée d'un (1) mois, chacune des parties serait autorisée à résilier de plein droit le présent Accord, sans indemnité ni préavis.

## ARTICLE 26 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P. sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S. par l'article 9 du C.C.P
- Dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S. par l'article 13 du C.C.P

Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.G.-F.C.S. qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessous conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché public.



# **Annexe 1 : Liste des établissements Bénéficiaires du SAD**

La liste des sites et bénéficiaires concernés par chaque marché spécifique sera transmise dans le cadre de l'invitation à soumissionner.

Les volumes de consommation estimatifs des établissements Bénéficiaires sont fournis à titre indicatif et ne représentent en aucun cas un engagement de la part des Bénéficiaires ou du pouvoir adjudicateur.

NOM	ADRESSE DE FACTURATION	SIRET	CATEGORIE	
			Estimation volume annuel - catégorie A Électricité (GWh)	Estimation volume annuel - catégorie B Gaz Naturel (GWh)
CHU Amiens Picardie	CHU Amiens-Picardie Centre Facturier - site Nord Place Victor Pauchet 80054 AMIENS Cedex 1	26800014800018	60	15
CH Abbeville	CH d'Abbeville 43 rue de l'Isle 80142 ABBEVILLE	26800001500019	5,7	1,3
CH Intercommunal de la Baie de Somme	CH Intercommunal de la Baie de Somme CH de Saint Valéry sur Somme Quai du Romerel 80230 SAINT VALERY SUR SOMME	20004030100018	1,8	5,4
EPSM de la Somme	EPSM de la Somme Route de Paris - CS 74410 80044 AMIENS Cedex 1	26800029600015	3,6	0,7
CH Doullens	CH de Doullens Rue de Routequeue BP 90031 80600 DOULLENS	26800010600016	1,3	3,7
CH Intercommunal de Montdidier-Roye	CH Intercommunal Montdidier-Roye 25 rue Amand de Vienne 80500 MONTDIDIER	26800016300017	3	3,1
CH Corbie	CH de Corbie 33 rue Gambetta 80800 CORBIE	26800007200010	1,5	0,7
CH Albert	CH d'Albert Rue Tien Tsin - BP 30214 80303 ALBERT Cedex	26800003100016	0,8	1,9
CH Arrondissement de Montreuil-sur-mer	CHAM Direction des Services Economiques 140 chemin départemental 191 CS 7008 62180 RANG-DU-FLIERS	26620969100192	4,8	Non Concerné
CH Hesdin	CH Hesdin Services économiques 3 rue Prévost - BP 89 62140 HESDIN	26620938600017	0,8	Non Concerné